

2	0	2	5	-	0	
---	---	---	---	---	---	--

Consultation n°: 2025-OLLIERES- TRANSFORMATION LOCAUX TECHNIQUES EN ERP



## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Conformément au Code de la commande publique (CCP) :

Procédure adaptée	Marché de Travaux	Allotis
Art. L.2123-1 Art. R.2123-1	Art. L1111-2	Art. L2113-10 Art. R2113-1

## TRANSFORMATION DE LOCAUX TECHNIQUES EN LOCAL RECEVANT DU PUBLIC

OLLIERES

**Le Maître d'Ouvrage est le pouvoir adjudicateur**

La Commune de OLLIERES  
Hôtel de ville  
28, place Frederic MISTRAL  
83470 OLLIERES  
Tel : 04.94.78.02.33  
Email : [mairie@ollieres.fr](mailto:mairie@ollieres.fr)

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du marché .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 – Maîtrise d'ouvrage .....	4
1.4 - Réalisation de prestations similaires .....	4
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	5
3.3 - Contrôle technique.....	5
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
3.5 – Sous-traitance .....	6
4 - Durée et délais d'exécution.....	6
4.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	6
4.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	6
5 - Prix.....	7
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
5.2 - Modalités de variation des prix .....	7
5.3 - Répartition des dépenses communes.....	8
7 - Avance .....	8
7.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
7.2 - Garanties financières de l'avance .....	9
8 - Modalités de règlement des comptes .....	9
8.1 - Décomptes et acomptes mensuels.....	9
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	9
8.3 - Délai global de paiement.....	10
8.4 - Paiement des cotraitants .....	10
8.5 - Paiement des sous-traitants.....	10
9 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits.....	11
9.2 - Implantation des ouvrages.....	11
9.3 - Préparation et coordination des travaux.....	11
9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	11
9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	12
9.3.3 - Registre de chantier .....	12
9.4 - Etudes d'exécution.....	13
9.5 - Installation et organisation du chantier .....	13
9.5.1 - Installation de chantier .....	13
9.5.2 - Signalisation de chantier.....	13
9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	13
9.6.1 - Gestion des déchets de chantier.....	13
9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	13
9.6.3 - Documents à fournir après exécution.....	13
9.7 - Réception des travaux.....	14

9.7.1 - Dispositions applicables à la réception .....	14
9.7.2 - Epreuves concluantes .....	14
10 - Garantie des prestations .....	14
11 - Clauses d'exécution à caractère social .....	14
11.1 – Insertion par l'économique.....	14
12 – Pénalités.....	14
12.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux.....	14
12.2 - Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS .....	15
12.3 - Pénalités pour absence aux réunions .....	15
12.4 - Pénalités diverses.....	15
12.5 - Pénalités pour non-respect des obligations relatives aux « clauses de promotion de l'emploi ».....	16
12.6 - Pénalités de retard pour non-respect des obligations de transmission des documents de contrôle au facilitateur.....	16
13 - Assurances.....	16
14 - Résiliation du contrat .....	16
14.1 - Conditions de résiliation .....	16
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	17
15 - Règlement des litiges et langues .....	17
16 - Clauses complémentaires.....	17
17 - Dérogations .....	17

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

### **TRANSFORMATION DE LOCAUX TECHNIQUES EN LOCAL RECEVANT DU PUBLIC**

Lieu d'exécution :

D3 – 3 Route de Rians – 83170 OLLIERES

Les travaux à réaliser relèvent de la **3<sup>ème</sup> catégorie** au sens du code du travail (article R.4532-1) et de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 relative à la coordination en matière de sécurité sur les chantiers.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Dans le présent C.C.A.P., l'opérateur économique ou le groupement d'opérateurs économiques qui a conclu le marché avec le maître d'ouvrage est désigné sous le vocable « le titulaire ».

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les travaux ne font pas l'objet d'un découpage en tranches.

Les travaux ne sont pas répartis

**Et font l'objet d'un Macro lot unique**

Le lot principal est le « Lot 01 MACONNERIE ».

## 1.3 – Maîtrise d'ouvrage

Au sens de l'article 2 du CCAG-Travaux, le pouvoir adjudicateur est le maître de l'ouvrage pour le compte duquel les travaux sont exécutés. Le représentant du pouvoir adjudicateur est le représentant du maître d'ouvrage dûment habilité par ce dernier à l'engager dans le cadre du marché et à le représenter dans l'exécution du marché.

Le maître de l'ouvrage est : **LA COMMUNE DE OLLIERES**

La personne signataire du marché est : **Monsieur le Maire :Olivier BARTHELEMY**

Dès la notification du marché, le maître d'ouvrage désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

## 1.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application de la procédure adaptée à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux du marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau du marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent du marché.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur sera appliquée :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 08 septembre 2009
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés à l'annexe 1 de la circulaire du 22 Avril 1986 du Ministre de l'économie, des finances et de la privatisation
- Un cadre de mémoire technique de synthèse répondant aux différents points entrant dans la notation de chaque candidat (**document obligatoire et limité à trois pages maximum**)
- Un mémoire justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

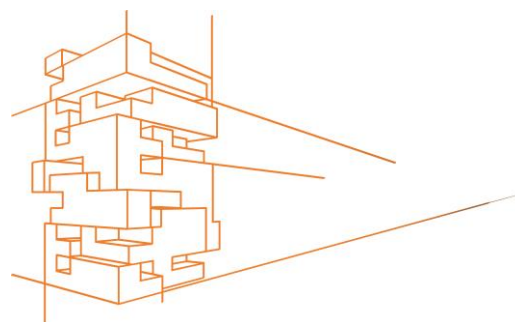
## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

START ARCHITECTURE  
202 Chemin du Moulin 83470 SAINT MAXIMIN LA SAINTE BAUME  
TEL : 04 94 86 92 97 / 06 33 88 18 88 - EMAIL : start.architecture@gmail.com  
Ordre des Architectes PACA - NATIONAL S18105

Elle est représentée par : Benjamin PETAROSCIA



La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage est Mission de base.

### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

La Maîtrise d'œuvre.

### 3.3 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par : Non défini lors de la consultation entreprises

#### A définir

T : 04 94 / F : 04

Courriel :

### 3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par : Non défini lors de la consultation entreprises

#### A définir

T : 04

Courriel :

### 3.5 – Sous-traitance

Un sous-traitant ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, que le représentant du maître d'ouvrage l'ait accepté explicitement et ait agréé les conditions de paiement du contrat de sous-traitance et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-Travaux.

Un sous-traitant indirect ne peut être accepté qu'à la condition que l'entrepreneur principal qui lui sous-traite l'exécution d'une partie de ses prestations apporte la preuve qu'il est techniquement mis dans l'obligation de le faire intervenir en tant que spécialiste.

## 4 - Durée et délais d'exécution

### 4.1 - Délai global d'exécution des prestations

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **04 mois**, y compris la période de préparation (1 mois).

La date prévisionnelle de début des prestations est le **03/04/2026**

L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3 alinéa 1 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours, pour le lot 2.

### 4.2 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier, l'exécution des travaux est portée à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### Calendrier détaillé d'exécution

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Ce calendrier distingue les différents ouvrages et indique pour chaque lot la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution ainsi que la durée et la date probable de départ des

délais particuliers correspondant aux interventions successives de chaque titulaire sur le chantier. Après acceptation par chaque titulaire, il est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur dix jours au moins avant l'expiration de la période de préparation du chantier.

B) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

C) En cas de retard dans la notification de l'ordre de service de démarrage des travaux, un délai de six mois est prévu. Il est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres au lot débutant en premier les prestations d'une part et au lot considéré d'autre part.

D) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution de l'ensemble des lots fixé à l'acte d'engagement. Il est alors à nouveau notifié par ordre de service à tous les titulaires.

## **5 - Prix**

### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

### **5.2 - Modalités de variation des prix**

La date d'établissement des prix est la date de la signature de l'offre de prix par le candidat. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
T.C.E.*	$C_n = (BT01 (d-3) / BT01o)$	Ensemble des prix

\* Tous corps d'Etat

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient d'actualisation.
- lo : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- l(d-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des travaux soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).

### 5.3 - Répartition des dépenses communes

Aucune répartition des dépenses communes n'est prévue.

## 6 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5.0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie.

## 7 - Avance

### 7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le versement de l'avance est prévu dans les conditions suivantes :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65.0 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80.0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R2193-17 à R2193-21 du Code de la Commande Publique.



## 7.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100.0 % du montant de l'avance.

## 8 - Modalités de règlement des comptes

### 8.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

### 8.2 - Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 13.1 du CCAG-Travaux et seront établies en un original et 2 copie(s) portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante (sous couvert de la Maîtrise d'œuvre) :

**La Commune de OLLIERES**  
**Hôtel de ville**  
**28, place Frederic MISTRAL**  
**83470 OLLIERES**  
**Tel : 04.94.78.02.33**  
**Email : mairieolliers.fr**

### Dépôt sur CHORUS

#### **Dispositions applicables en matière de facturation électronique :**

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Cette

demande est libellée hors taxe et porte la mention "Auto liquidation" pour les travaux de construction effectués en relation avec un bien immobilier. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 - Implantation des ouvrages**

Le piquetage général sera à la charge du titulaire du lot n°1 et effectué avant le commencement des travaux

Le titulaire du lot n°1 est entièrement responsable de la conservation de ce piquetage. Toute nouvelle opération de rétablissement reste entièrement à sa charge.

### **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG-Travaux, il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de **30 jours**.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le maître d'œuvre a la charge d'élaborer, après consultation des entreprises, le calendrier détaillé d'exécution énoncé au présent document.

Un programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux est établi et présenté au visa du maître d'œuvre, par les soins du ou des titulaires.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de "coordonnateur SPS".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection Sécurité ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 80,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3.3 - Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

## **9.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

## **9.5 - Installation et organisation du chantier**

### **9.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire du lot principal supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

### **9.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat, est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

### **9.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **9.6.3 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **9.7 - Réception des travaux**

### **9.7.1 - Dispositions applicables à la réception**

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux propres à chaque lot dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### **9.7.2 - Epreuves concluantes**

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

## **10 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **11 - Clauses d'exécution à caractère social**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable. Ces éléments sont les suivants :

- Pour les lots 1, 2 et 3, le maître d'ouvrage souhaite participer à l'effort national afin de promouvoir l'emploi de personnes rencontrant des difficultés particulières d'insertion et à lutter contre le chômage.

L'action d'insertion sera déployée sur la base de la présentation faite à l'acte d'engagement.

### **11.1 – Insertion par l'économique**

Sans objet

## **12 – Pénalités**

### **12.1 - Pénalités de retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 20 du CCAG-Travaux, les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié.

#### **a. Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré :**

il est fait application de la pénalité journalière indiquée au paragraphe **c.** ci-après.

#### **b. Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives autres que la dernière de chaque titulaire sur le chantier :**

- ▽ du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'oeuvre, le titulaire encourt une retenue journalière provisoire indiquée au paragraphe **c.** ci-après.

- ▽ Cette retenue est transformée en pénalité définitive, si l'une des deux conditions suivantes est remplie :
- ou le titulaire n'a pas achevé les travaux lui incombant dans le délai d'exécution propre à son lot ;
  - ou le titulaire, bien qu'ayant terminé ses travaux dans ce délai, a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

**c. Montant de la pénalité et de la retenue prévues aux paragraphes a. et b. :**

Le montant de la pénalité et de la retenue prévues aux paragraphes a) et b) est fixée, par jour de retard, à 1/1000 du montant du marché sans être inférieure à **120 euros hors taxes**.

## **12.2 - Pénalités de retard pour non respect des obligations engendrées par la réglementation SPS**

En cas de non-respect des obligations engendrées par la réglementation SPS, le titulaire subit, par jour de retard, une pénalité de **500 euros**, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux.

## **12.3 - Pénalités pour absence aux réunions**

Si le titulaire ou son représentant ne se rend pas dans les bureaux du maître de l'ouvrage ou du maître d'oeuvre ou sur le chantier toutes les fois qu'il en est requis, il subit, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire fixée à **120 euros**, pour toute absence constatée.

## **12.4 - Pénalités diverses**

En cas de non respect des obligations prévues au marché, le titulaire reçoit un avertissement du maître d'oeuvre lui indiquant les points précis de l'infraction et le délai pour y remédier.

Tout dépassement de ce délai donne lieu à l'application immédiate d'une pénalité fixée à **100 euros**, pour chaque constat de l'un des événements ci-après :

- par jour de retard dans l'installation du chantier ;
- pour chaque nuisance ou bruit excessif au delà de la limite prescrite ;
- pour chaque infraction aux prescriptions de chantier constatée ;
- par jour de retard dans la remise ou la diffusion de documents ;
- pour non respect de tenue propre du chantier
- par jour de retard dans la fourniture des renseignements demandés, tels que :
  - ↳ délais d'approvisionnement ;
  - ↳ début d'intervention sur le chantier ;
  - ↳ délais d'exécution proposé ;
  - ↳ effectif échelonné dans le temps ;
- par jour de retard dans la présentation sur le chantier des prototypes ou échantillons de matériaux ;
- par jour de retard dans l'évacuation des gravats ou déblais.
- Par jour de retard en cas de non-respect du délai proposé par l'entreprise dans son mémoire technique pendant toute la période de parfait achèvement

## **12.5 - Pénalités pour non-respect des obligations relatives aux « clauses de promotion de l'emploi »**

Non-respect des propositions d'heures d'insertion telles que définies à l'article B6 de l'acte d'engagement, par les titulaires des lots 1, 2 et 3 : pénalité de **35 euros** par heure d'insertion non respectée (sans mise en demeure préalable).

## **12.6 - Pénalités de retard pour non-respect des obligations de transmission des documents de contrôle au facilitateur**

Si dans le délai de 30 jours calendaires, après la fin de chaque mois considéré (ce dernier est décompté à partir de la décision emportant commencement d'exécution du marché), l'entreprise n'a pas remis les documents prescrits au facilitateur des clauses sociales, le Maître d'ouvrage procédera à une mise en demeure par voie de courrier avec A/R. Après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité de **300 euros** sera appliquée.

# **13 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.
- 

# **14 - Résiliation du contrat**

## **14.1 - Conditions de résiliation**

Les clauses des articles 46 à 48 du CCAG-Travaux sont applicables, avec les précisions suivantes.

### **A - Résiliation pour motif d'intérêt général**

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 46.4 du CCAG-Travaux est fixé à 5 %.

### **B - Résiliation du marché pour faute du titulaire**

Si le marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 46.3 et 48.4 du CCAG-Travaux, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le maître d'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10 %.

Le maître d'ouvrage peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Sauf dans les cas prévus aux g, i, k et l du 46.3.1 du CCAG-Travaux, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse.

### **C - Résiliation du marché pour décès, incapacité civile ou incapacité physique du titulaire**



Dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile ou physique du titulaire (art. 46.1.1. et 46.1.3. du CCAG-Travaux), les prestations sont réglées sans abattement.

#### **D - Résiliation en cas de groupement**

En cas de groupement, dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues aux articles 46.1.1 à 46.1.3. du CCAG-Travaux, les dispositions de ces articles sont applicables.

### **14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **15 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Toulon est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **16 - Clauses complémentaires**

Les modifications éventuelles du marché s'effectueront dans les conditions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la Commande Publique.

## **17 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 20.4 du CCAG – Travaux
- L'article 11.2 du CCAP déroge à l'article 48.1 du CCAG – Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux